

# Une Europe plus forte est-elle nécessairement une Europe plus large ? (Emission de radio)

Publié le: 28-04-2010



**De nos jours, lorsque l'Europe, avec ses hommes politiques et sa société civile, débat de son avenir, ce sont deux courants qui s'opposent.**

Le premier soutient l'arrêt de l'élargissement pour éviter que des pays pauvres soient pris en charge par un Occident touché par la crise économique et l'insécurité. L'autre courant estime qu'une Europe plus grande sera une Europe plus forte. Ses adhérents estiment que chaque nouveau pays membre enrichit l'Union européenne de part sa culture et ses traditions, tout en apportant une bouffée d'air frais à l'économie européenne.

Dans cette émission diffusée en partenariat avec le Parlement européen, et qui fait partie de la série Europe 2020 : vision citoyenne, nous vous proposons de nous rendre à Paris, capitale d'un des pays fondateurs de l'UE.

Radio Bulgarie est un partenaire médiatique de ce projet de l'Institut européen, du portail Europa, et du Centre de modernisation des politiques.

Notre maison commune : l'Europe. Comment l'imaginer dans 10 ans ? Comme une union puissante possédant une voix décisive sur la scène internationale ou comme un ensemble mécanique d'État, fonctionnant sur une base territoriale ? Quels pays pourront adhérer à l'UE, et lesquels ne le pourront pas ? Ces questions et tant d'autres ont été abordées lors d'une table ronde de spécialistes bulgares et français, qui s'est tenue à Paris. « Jusqu'à présent, chaque élargissement de l'Union a été réalisé avec certaines concessions. Du moins, c'est de cette façon que les gens voient les choses », estime **Elvire Fabry, spécialiste des institutions européennes à l'organisation Notre Europe** :

« C'est en petit peu la mentalité actuelle des citoyens de l'Union auxquels on n'a pas présentée tous les bénéfices de chaque nouvelle adhésion. Ça a été le cas en 2004, en tout cas ça a été vécu comme ça en France. Les citoyens ont eu le sentiment de ne pas avoir été consultés et ne mesuraient pas forcément les bénéfices de l'élargissement. On sait que les États qui ont adhéré, que ça soit en 2004 ou en 2007, comme la Bulgarie et la Roumanie, ont fait d'énormes efforts de réformes, de transformations pour atteindre les objectifs, qui sont requis par l'Union européenne. Est-ce que par ailleurs on a procédé à la même démarche en interne ? Non, il n'y a pas eu ce travail de préparation ! »

L'Europe est-elle prête à accueillir les Balkans occidentaux ? D'après **la directrice de l'Institut européen Liubov Pananotova**, ces pays ont effectué un progrès considérable pour

## Une Europe plus forte est-elle nécessairement une Europe plus large ? (Emission de radio)

---

répondre aux critiques d'adhésion :

« Nous nous attendons à ce qu'un autre élargissement aie lieu d'ici 2020, et qui n'inclurait pas uniquement la Croatie. La Macédoine est tout aussi prête, la Serbie progresse rapidement, et fait preuve d'une capacité à appliquer la législation. Tout cela est visible à travers la libéralisation qu'est l'abolition des visas pour ces pays. Il est pourtant important de noter que les nations ne se connaissent pas entre elles, surtout dans une union à 27. Personnellement, je me suis rendue compte à quel point la Bulgarie est méconnue. Les messages négatifs atteignent leur cible plus rapidement, et cela entrave la bonne communication entre les pays européens. »

**Laura Dagg, rédactrice en chef du portail Touteurope.fr**, partage cette opinion. Selon elle, les ressortissants de la « vieille Europe » ne peuvent pas encore se rendre compte des avantages que présentent les nouveaux pays membres. La raison en est la communication insuffisante.

« Je pense que l'élargissement est un très beau projet, même pour les anciens membres, mais il faut laisser un tout petit peu de temps de se connaître avant d'élargir. Pour les pays des Balkans ou pour les pays comme l'Ukraine, la Moldavie etc. on a mis en place un partenariat oriental. Donc on va travailler étroitement avec eux dans les années à venir sans forcément aller vers l'élargissement. En ce qui concerne la Turquie, elle a des progrès à faire sur plusieurs domaines - sur les droits de l'homme, sur la justice, sur la place des femmes, la diversité religieuse etc. Mais je pense que si les progrès sont faits - la Turquie a toute sa place. »

Lorsque l'on parle d'adhésion, le débat décale toujours vers la candidature la plus controversée : celle de la Turquie, qui a rejoint la file d'attente en 1999. Ce débat sur les avantages et les inconvénients d'une adhésion de ce pays à la population majoritairement musulmane, et qui possède une économie très développée, enflamme les esprits non seulement des hommes politiques, mais aussi ceux de la société civile. Pourquoi ? L'opinion de **Guillaume Jobin, président de l'École supérieure de journalisme de Paris** :

« Ça soulève plusieurs problèmes. C'est que la Turquie historiquement était perçue comme un ennemi de l'Europe - à juste titre, d'ailleurs pendant plusieurs siècles. Donc il y a ce ressenti historique, qui existe encore. La deuxième chose, c'est que les européens ont probablement peur d'une pénétration de musulmans dans l'Europe, alors qu'il y a déjà 40 - 50 millions de musulmans, qui sont déjà présents dans les frontières de l'Union Européenne actuelle. La Turquie est un pays, certes musulman, mais qui est relativement proche de l'Europe et dont la présence dans l'ex-Yougoslavie, la Bulgarie, l'Autriche et dans d'autres pays a rendu quand même une certaine interpénétration culturelle entre l'Europe et la Turquie. »

L'Europe doit-elle s'élargir en 2020 pour être plus forte et plus efficace ? Réponse d'**Étudiants de l'École Supérieure de Journalisme (ESJ) de Paris**.

## Une Europe plus forte est-elle nécessairement une Europe plus large ? (Emission de radio)

---

« Je suis pour l'élargissement de l'Europe. En ce qui concerne la Turquie, mon opinion pour le moment est encore mitigée, puisque il y a des « pour » et des « contre ». Mais je pense que tant donne les efforts que fait la Turquie pour adhérer à l'Union européenne, en fin de compte je suis plutôt « pour ».

« C'est vraiment plus intéressant d'avoir une Union européenne ouverte et multiculturelle. J'aimerais la voir renforcée, qu'elle commence à se doter d'une politique qui parle plus aux citoyens. Parce que le problème de l'Europe est que ça reste trop déconnecté de la vie quotidienne. »

« Il est très probable que plusieurs pays des Balkans adhèrent à l'UE d'ici 2020, mais il est peu probable que la Turquie soit parmi eux », estime **Alain Dauvergne, ancien rédacteur en chef du quotidien le Figaro.**

« Je pense que ce n'est pas un pays d'Europe. Il y a un petit morceau, 5 à 10 % de la Turquie, qui s'étend sur le continent européen. Le reste est quand même largement un pays d'Asie. Donc si on élargit à la Turquie on repousse la frontière extérieure de l'Union européenne très loin, vers l'Asie. Et à ce moment là, pourquoi est-ce qu'on s'arrêterait là. Ça est une première raison pour moi. La seconde est que je ne suis pas sûr que ça soit très avantageux, très souhaitable pour l'Union européenne d'avoir pour voisins immédiats l'Iran, l'Iraq, la Syrie... Les choses ont été mal engagées avec la Turquie. Je pense que c'est un pays très important, à certains égards très proche de nous, sur lequel on devrait pouvoir compter pour des politiques de proximité, d'intégration économique plus forte. Mais personnellement je ne pense pas qu'elle ait la vocation de devenir membre de l'Union. »

**Alain Barrau, chef du bureau d'information du Parlement européen à Paris,** l'élargissement de l'UE est lié à la sécurité dans le monde.

« Par exemple si on veut développer une politique européenne de la défense, c'est compliqué de le faire sans tenir compte de la troisième armée européenne, qui est précisément l'armée turque. Et aussi personnellement moi, je suis assez favorable à ce que l'Europe demeure bien, comme tout pouvoir public, une entité laïque. Et donc je pense qu'il n'est pas mauvais un grand pays qui est un pays musulman dans sa majorité, puisse aussi appartenir à l'Union européenne, que il n'y ait pas de risque ou de perspective d'une sorte de club chrétien, si vous voulez, en Europe. Je pense que c'est pas l'objectif de l'Union européenne. D'autant plus que c'est un pays où l'Islam est plutôt développé de manière assez laïque, en tout cas il y a été, il faut donc aider aussi à cette forme de société. »

« La construction de l'Europe unie impose un rapprochement des valeurs et de la mentalité des gens », affirme **Pierre Moscovici, ancien ministre des affaires européennes et député du Parti**

---

## Une Europe plus forte est-elle nécessairement une Europe plus large ? (Emission de radio)

---

**socialiste.** Selon Moscovici, il serait dommage que l'élargissement de l'UE provoque sa disunion, comme c'est le cas dans le débat sur l'adhésion de la Turquie.

« L'opinion publique n'était pas favorable non plus à l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie. Je pense que du point de vue stratégique l'adhésion de la Turquie est une nécessité. En plus la Turquie est un candidat, qui a été acceptée, d'ailleurs en même temps que la Roumanie et la Bulgarie. Si elle remplit les critères objectifs, alors elle doit adhérer. Si elle ne les remplit pas elle n'adhérera pas ! Et donc il faut suivre une démarche extrêmement objective. Mais du point de vue politique, de la même façon que j'étais favorable à l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, je suis favorable à l'adhésion de la Turquie ! »

Pour plus de détails sur la table ronde à Paris, ainsi que des photos, des vidéos et des commentaires, nous vous invitons à visiter le site [parliament.europe.bg](http://parliament.europe.bg). Vous pourrez également y trouver le livre Europe 2020 : une vision citoyenne, préparée par des spécialistes de l'Institut européen dans le cadre du projet de coopération avec le Parlement européen.

**Version française : Damian Vodnitcharov.  
Par Vĭnĭta Nikolova, Radio Bulgarie.**